

Les armes wallonnes et l'Arabie Saoudite

■ Alors que l'économie prime toujours sur l'éthique, il faut oser et innover. Nous appelons les syndicats à travailler ensemble, sérieusement et sereinement, à envisager des pistes pour la reconversion des entreprises wallonnes d'armement.

Ce n'est pas parce que des armes sont dites "légères" que leur gestion doit être entachée du même qualificatif. Les armes légères, "armes de destruction massive" d'après l'ancien Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, tuent en effet plus de 500 000 personnes chaque année. Près de cinq fois une ville comme Namur, d'où viennent à nouveau de se faire entendre les tentatives de légitimation de la vente d'armes de la Wallonie à des régimes très peu enviables, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite qui vient d'exécuter 47 opposants politiques et dont les responsabilités dans l'instabilité régionale noircissent régulièrement les pages de nos quotidiens.

Les exportations d'armes légères de la Région wallonne, qu'on le veuille ou non, représentent une part non-négligeable des 8 millions de ces armes qui sont produites dans le monde chaque année. Des quelque 875 millions d'armes légères en circulation dans le monde, 75 % sont aux mains de civils⁽¹⁾, chiffre venant battre en brèche l'argument fallacieux selon lequel les armes sont toutes produites pour les besoins des forces armées et de police.

L'emploi puis les dégâts

Cette réalité oblige à la tempérance et à la mise en perspective des intérêts économiques, par ailleurs souvent largement surestimés. Ces arguments ne

sont, quoi qu'il arrive, acceptables que s'ils prennent toute la mesure du phénomène : ce que les armes légères causent comme dégâts... après avoir créé de l'emploi : décès, déplacements massifs de population, perpétuation des conflits armés, caducité des accords de paix, répression étatique, violences domestiques, guérillas urbaines, entretien de la pauvreté, etc.

S'agissant de l'Arabie Saoudite, une résolution de la Chambre a été adoptée à l'unanimité le 18 juin dernier, lors de l'annonce de la sentence de 1 000 coups de fouet (un fouet certes non produit en Wallonie) envers le blogueur saoudien Raif Badawi. Cette résolution rappelle que "l'Arabie Saoudite demeure un régime profondément antidémocratique qui réprime durement toute opinion dissidente [...], qui relègue les minorités religieuses au rang de citoyens de deuxième ordre et qui applique intensivement la peine de mort et les châtiments corporels". Partant de ce constat, la résolution demande timidement au gouvernement de "mener une réflexion approfondie (sic) sur nos relations [...] avec l'Arabie Saoudite, à la lumière du terrible bilan de ce régime en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales [...] mais également au vu du rôle de certains responsables saoudiens dans le financement du terrorisme international". Un "terrible bilan" qui fait pourtant une nouvelle fois l'impasse sur le fait que 34 % des exportations wallonnes d'armes légères sont destinées à ce



NAÏMA REGUERAS
Présidente de la Coordination nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD).

tat, la résolution demande timidement au gouvernement de "mener une réflexion approfondie (sic) sur nos relations [...] avec l'Arabie Saoudite, à la lumière du terrible bilan de ce régime en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales [...] mais également au vu du rôle de certains responsables saoudiens dans le financement du terrorisme international". Un "terrible bilan" qui fait pourtant une nouvelle fois l'impasse sur le fait que 34 % des exportations wallonnes d'armes légères sont destinées à ce

"régime profondément antidémocratique".

Des propos malhonnêtes !

Bien sûr, nous connaissons le sempiternel argument consistant à dire que les clients, enviables ou pas, trouveront quoi qu'il arrive vendeurs. Cet argument doit être attaqué avec la plus grande vigueur. Il est de même nature que celui qui empêche l'évolution positive de la protection sociale sous prétexte de menaces de délocalisation.

Par contre, quelle n'est pas notre surprise, cette fois, d'entendre que les exportations d'armes wallonnes sont "des décisions européennes" et que le ministre Président wallon, ancien spécialiste académique de la construction européenne, "a été le premier" à demander à l'Union européenne de revoir sa copie. Monsieur Magnette est en tout cas le premier à savoir la malhonnêteté de ses propos. L'exécutif wallon décide seul vers où il veut exporter ses armes. Et il le fait en toute illégalité en regard de la législation européenne qui vise, depuis 2008, "à empêcher les exportations d'équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ou d'agression internationale, ou contribuer à l'ins-



ILLU OLIVIER POPPE

Le développement économique du secteur wallon de l'armement continue ostentatoirement de mépriser ces exigences éthiques et persuade du caractère apparemment indépassable de cette logique.

tabilité régionale"⁽²⁾.

Pour de nouvelles solutions

En 2012, la Région wallonne a adopté un nouveau cadre pour l'octroi des licences d'exportations d'armes, rappelant à cet effet que "le développement économique ne peut faire fi des exigences éthiques et des droits fondamentaux à préserver"⁽³⁾. Une profession de foi face à un secteur florissant, dont les bénéfices après impôt ont augmenté de 620 % depuis l'année 2000. Quatre ans après, pourtant, le développement économique du secteur wallon de l'armement continue ostentatoirement de mépriser ces exigences éthiques et persuade du caractère apparemment indépassable de cette logique.

L'observation quotidienne de la destruction causée par les armes, wallonnes et autres, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans la Péninsule arabe (avec désormais des répercussions jusque dans nos quartiers) commande pourtant d'avancer de nouvelles pistes novatrices. Celles-ci,

manifestement, ne viendront pas du gouvernement wallon, qui assume à demi-mot ses responsabilités dans l'approfondissement des violences et de l'instabilité. C'est pourquoi nous appelons les syndicats à travailler ensemble, sérieusement et sereinement, à envisager des pistes pour la reconversion des entreprises wallonnes d'armement.

Nous entendons bien sûr les gloussements des "rationalistes" qui savent, comme nous, la masse monétaire charriée par la vente d'armes. Nous devons pourtant d'abord retenir que nous vivons dans un monde surarmé et de plus en plus violent et que nous sommes tous responsables collectivement et individuellement de cet état de fait. Ce ne sont ni la lâcheté, ni le cynisme qui nous permettront d'assumer nos responsabilités dans l'édification d'un monde meilleur, plus juste et plus sûr.

→ (1) Source : IANSA, "Gun violence : the global crisis" (www.iansa.org).

→ (2) Position commune 2008/944/PESC du Conseil de l'Union européenne du 8 décembre 2008.

→ (3) Déclaration de politique régionale, "Une énergie partagée pour une société humaine, durable et solidaire", p.57.